

COUR DU QUÉBEC

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEAUHARNOIS
LOCALITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
« Chambre civile »
N° : 760-22-010576-174

DATE : 17 janvier 2018

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE CÉLINE GERVAIS, J.C.Q.

COMMISSION DES NORMES DE L'ÉQUITÉ DE LA SANTÉ ET DE SÉCURITÉ DU
TRAVAIL

Demanderesse

C.

141517 CANADA INC.
Défenderesse

JUGEMENT

[1] Le Tribunal est saisi d'une demande de la Commission des normes de l'équité de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en suspension de la présente instance en vertu de l'article 156 C.p.c., puisqu'une plainte du salarié déférée au Tribunal administratif du travail (TAT) doit être entendue par cet organisme à la fin du mois de janvier 2018.

[2] La défenderesse 141517 Canada inc. (Clermont Itée) s'oppose à cette demande de suspension, insistant pour que ce soit la réclamation en la présente instance qui soit entendue en premier lieu.

LES FAITS ET LES PROCÉDURES :

[3] Le salarié Émerick Emil Buchen termine son emploi chez Clermont le 26 janvier 2016. Il était à l'emploi de cette entreprise depuis le 26 septembre 2011. Monsieur Buchen dépose auprès de la CNESST une plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante le 1^{er} février 2016. Cette plainte est déférée au TAT en fonction de l'article 126 de la *Loi sur les normes du travail* (LNT)¹.

[4] Plus d'un an plus tard, soit le 25 avril 2017, la CNESST dépose une demande introductive d'instance contre 141517 Canada inc. par laquelle elle réclame, au nom du salarié, la somme totale de 2 800,51 \$, ventilée comme suit :

- Préavis -	1 760,00 \$
- Salaire -	484,00 \$
- Congés annuels -	89,76 \$
- Pénalité en vertu de l'article 114 alinéa 1 LNT -	466,75 \$

[5] Clermont dépose ses motifs de défense oraux, invoquant que M. Buchen a été mis à pied avec rappel le 26 janvier 2016, en fonction des besoins de l'entreprise à cette période. Monsieur Buchen aurait été rappelé au travail en mars 2016, mais n'aurait pas donné suite aux demandes de Clermont Itée.

[6] Clermont reconnaît devoir la somme de 233,56 \$ au salarié à titre de vacances et indemnité de départ.

[7] La plainte fondée sur l'article 124 LNT pour congédiement sans cause juste et suffisante a suivi son cours, de sorte que la CNESST présente une demande de suspension en invoquant que la présente instance et le dossier déféré au TAT ont le même fondement juridique, portent sur les mêmes faits et soulèvent des points de droit connexes et similaires. La CNESST ajoute que la décision à rendre par le TAT pourrait avoir une incidence directe sur l'issue du présent litige, notamment quant à l'obligation de Clermont de payer le préavis de fin d'emploi à M. Buchen. La CNESST demande donc la suspension du dossier afin d'éviter des jugements incompatibles, contradictoires ou divergents jusqu'à ce que le TAT rende une décision finale relativement à la plainte du salarié.

¹ RLRQ, c. N-1.1.

[8] Dans sa contestation de la demande de suspension, Clermont plaide également que la présente demande ne cadre pas dans les termes de l'article 156 C.p.c., puisqu'elle n'est pas faite dans le contexte d'une conférence de gestion.

ANALYSE ET DÉCISION :

[9] Deux décisions ont été rendues par la Cour du Québec dans des dossiers présentant des faits similaires. Dans la première décision, l'affaire *Tisserand*², la Cour du Québec a accueilli la demande de suspension de l'instance en considérant que le but principal des recours du salarié visait à obtenir des indemnités en conséquence du harcèlement psychologique qu'il prétendait avoir subi et du congédiement déguisé dont il ferait l'objet. La Cour du Québec suspend donc son dossier jusqu'à la décision du TAT, *ce qui aura pour effet de trancher plusieurs questions qui découlent aussi de son action devant la Cour du Québec*.

[10] De façon subséquente, la Cour du Québec a également suspendu un recours institué devant elle dans l'affaire *Innovation et développement économique Trois-Rivières*³. Dans ce cas, la Cour du Québec a décidé que la suspension de l'instance favoriserait une application juste, simple, proportionnée et économique de la procédure et de l'exercice des droits respectifs des parties. Le tribunal ajoute dans cette décision que les deux recours soulèvent des questions de fait et de droit connexes, d'autant plus qu'ils sont mus entre les mêmes parties. L'instance devant la Cour du Québec est suspendue considérant que la décision du TAT aura une incidence sur l'issue du dossier.

[11] L'article 1 de la *Loi sur le TAT*⁴ prévoit ce qui suit :

1. Est institué le « Tribunal administratif du travail ».

Le Tribunal a pour fonction de statuer sur les affaires formées en vertu des dispositions visées aux articles 5 à 8 de la présente loi. *Sauf disposition contraire de la loi, il exerce sa compétence à l'exclusion de tout autre tribunal ou organisme juridictionnel.*

Le Tribunal est aussi chargé d'assurer l'application diligente et efficace du Code du travail (chapitre C-27) et d'exercer les autres fonctions que ce code et toute autre loi lui attribuent.

² *Tisserand c. 9024-3031 Québec inc.*, 2016 QCCQ 1477.

³ *CNESST c. Innovation et développement économique Trois-Rivières*, 2016 QCCQ 16018.

⁴ RLRQ, c. T-15.1.

Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, le mot « affaires » comprend également toute demande, plainte, contestation ou requête de même que tout recours qui relèvent de la compétence du Tribunal. (L'emphase est du Tribunal)

[12] Selon l'article 128 LNT, le TAT dispose de pouvoirs étendus pour ordonner la réintégration du salarié, le paiement d'une indemnité jusqu'au maximum du salaire que le salarié aurait gagné s'il n'avait pas été congédié et rendre toute autre décision qui lui paraît juste et raisonnable.

[13] Les arguments avancés par le procureur de Clermont quant au fait que le dossier ne cadre pas exactement dans les termes de l'article 156 C.p.c. ne sont pas à négliger. Il est vrai que l'article 156 C.p.c. fait partie du chapitre relatif à la conférence de gestion. Il est vrai également que la présente demande sort du contexte le plus courant où l'article 156 C.p.c. peut être appliqué, à savoir que la demande introductive d'instance est de nature conservatoire, par exemple pour éviter un délai de prescription, et que des efforts pour régler le dossier à l'amiable sont menés avec sérieux par les parties.

[14] Cependant, le Tribunal considère qu'il faut examiner le présent dossier dans un contexte plus global, qui inclut à la fois les principes de gestion efficace des instances et de proportionnalité, ainsi que les recours que le législateur a décidé d'instituer pour faciliter la tâche des salariés, notamment quant à leur fardeau de preuve.

[15] C'est ainsi que dans le contexte d'une réclamation d'une valeur monétaire de 2 800 \$, il apparaît qu'une administration saine de la justice requiert que le recours du salarié procède en premier lieu devant le TAT, un organisme spécialisé à qui le législateur a conféré une compétence exclusive pour décider de la question qui lui est soumise, pour ensuite plaider les questions qui n'auraient pu être réglées par le TAT, le cas échéant, devant la Cour du Québec.

PAR CES MOTIFS, LA COUR :

ACCUEILLE la demande de suspension;

ORDONNE la suspension des procédures en la présente instance, y compris la suspension du délai pour procéder à l'inscription pour enquête et audition, jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu relativement à la plainte déposée en

vertu de l'article 124 de la *Loi sur les normes du travail* et subséquemment déférée au TAT;

ORDONNE aux parties de transmettre au greffe de la Cour le jugement du TAT;

LE TOUT sans frais.

CÉLINE GERVAIS, J.C.Q.

M. Ludovic Audet, stagiaire
PAQUET TELLER
Procureurs de la partie demanderesse

Me Yvan Lapointe
ME YVAN LAPOINTE AVOCAT
Procureur de la partie défenderesse